

Un scrutin au service de la monarchie

• Les Marocains vont renouveler leur Parlement ce vendredi, sur fond de duel entre islamistes et "modernistes".

• L'enjeu est essentiel pour la monarchie, qui entend renouveler sa légitimité pour continuer à dominer le champ politique.

• L'empreinte des islamistes, qui dominait la coalition sortante, s'est moins fait sentir dans l'action politique que dans l'air du temps.

L'enjeu principal du scrutin : relégitimer la monarchie

Éclairage Vincent Braun

Près de seize millions de Marocains se sont inscrits sur les listes électorales pour participer ce vendredi aux élections générales. Celles-ci vont permettre de renouveler les 395 députés du parlement bicaméral du royaume. Le Maroc est gouverné depuis cinq ans par une coalition hétéroclite dominée par les islamistes du Parti Justice et Développement (PJD) – dans laquelle on trouve des libéraux, des conservateurs et des communistes.

Lors du dernier scrutin fin 2011, la patente locale des Frères musulmans avait obtenu une victoire historique en profitant de la vague des "printemps arabes", qui avaient favorisé le retour de la confrérie islamique sur le devant de la scène politique en Tunisie et en Egypte. Au Maroc, le "Mouvement du 20 février", qui avait vu des dizaines de milliers de personnes descendre dans les rues, s'était résorbé suite à l'initiative du roi Mohammed VI qui avait proposé une réforme constitutionnelle, menée à bien en quelques mois.

Bien qu'une trentaine de partis y concourent, ces législatives semblent devoir se résumer à un duel entre le PJD du Premier ministre sortant Abdelillah Benkirane, et le Parti Authenticité et Modernité (Pam) de l'outsider Ilyas El Omari, qui n'a cessé de s'affirmer depuis sa création en 2008. L'an dernier, cette formation sociale-démocrate s'est même permis le luxe de battre, quoique de peu, le PJD aux élections municipales, laissant toutefois à celui-ci la plupart des grandes villes. Le Pam est surtout bien ancré dans les zones péri-urbaines et rurales, dans un pays où l'agriculture reste le principal contributeur au PIB.

Fondée par une personnalité devenue depuis conseiller du roi, cette formation se présente comme une alternative libérale, mettant en avant un profil laïc et s'érigeant en protecteur des droits des femmes. Son rival islamiste s'est montré quant à lui pragmatique sur le plan socio-économique et conservateur sur le plan des mœurs, se faisant hésitant à réformer en la matière.

Des enjeux surtout pour la monarchie

Aucun chamboulement n'est pourtant attendu du résultat des élections.

Malgré un duel dont la principale qualité est de laisser entrevoir la possibilité d'une alternance, les enjeux du scrutin concernent moins la société marocaine que la monarchie. "Les enjeux locaux apparaissent très minimes par rapport à l'enjeu principal qui est, pour la monarchie, de redéfinir sa légitimité", estime l'historien et politologue Nabile Mouline, chercheur au CNRS et spécialiste des monarchies arabes. "La légitimité traditionnelle et historique de la monarchie ne suffit plus. Il faut d'autres ressources légitimatrices, comme la mise en valeur du processus démocratique, pour renouveler son système traditionnel de domination", ajoute-t-il. C'est quelque chose de très banal dans les systèmes qui ressortent de l'autoritarisme électoral", dit M. Mouline.

Doper la participation

Malgré des institutions et un système politique basé sur le multipartisme, le roi du Maroc est le chef de tous les pouvoirs et le "commandeur des croyants".

En sa qualité de chef du pouvoir exécutif, il préside le Conseil des ministres – si en pratique ce n'est qu'une fois par mois.

C'est lui qui détermine les grandes orientations stratégiques du Maroc. Le Palais est aussi avant-postes pour encadrer, voire organiser, un système politique équilibré. "Le Pam, tel qu'il existe aujourd'hui, a été créé pour servir de contre-poids à la popularité du PJD, indique une source proche du Palais. Comme on avait encouragé les islamistes afin de contrer les forces de gauche. A chaque fois qu'un parti prend le dessus sur les autres, il y a une main invisible – en fait, la monarchie à travers le ministère de l'Intérieur – qui tente de trouver un équilibre qui lui permet de régner sur le champ partisan", affirme Nabile Mouline.

Vu cet enjeu, les autorités ont mis le paquet pour doper la participation. Elles ont autorisé la tenue de plus de 9000 réunions et rencontres publiques durant la campagne. Le taux de participation est en baisse continue depuis 1970. Il avait atteint un plus bas historique en 1997 (37%), avant de reprendre des couleurs (46%) lors des dernières législatives.

Dans un récent rapport intitulé "Le Maroc vote", le Tafra, un think tank basé à Rabat, constatait: "La tendance est lourde: les Marocains s'inscrivent moins, se déplacent moins pour voter et mettent de plus en plus de bulletins nuls dans l'urne, alors même que l'offre politique devient, à chaque élection, plus pléthorique."

395

DÉPUTÉS À ÉLIRE

Les membres de la Chambre des représentants du Parlement siégeant à Rabat seront élus ce vendredi au suffrage universel direct.

Ceux de la Chambre des conseillers (l'équivalent du Sénat) sont quant à eux élus de manière indirecte.

L'empreinte des islamistes s'est surtout fait sentir dans "l'air du temps"

Analyse Julie Chaudier
Correspondante au Maroc

Benkirane nous insulte pour cacher son échec", accuse Ilyas El Omari, secrétaire général du Parti authenticité et modernité (Pam), premier opposant au gouvernement islamiste sortant. Il faut reconnaître qu'aucune des mirifiques promesses du Parti de la justice et du développement (PJD) – une croissance à 7 %, la pauvreté réduite de moitié, le revenu moyen par habitant augmenté de 40 % – ne s'est concrétisée. Alors, qu'ont fait les islamistes en cinq ans de pouvoir ?

Le gouvernement d'Abdelillah Benkirane a réussi à réduire le déficit budgétaire officiel de 7,2 % du PIB en 2012, à 4,3 % en 2015. Profitant de la baisse des cours du pétrole, il a supprimé les subventions publiques aux carburants et libéralisé le marché. "Je reconnais au PJD le courage politique de s'être attaqué au problème mais si les cours du pétrole atteignent de nouveaux sommets que fera-t-on pour les plus pauvres?", s'interroge Mehdi Bensaïd, membre du Pam et président de la commission des Affaires étrangères du Parlement.

Cet été, le gouvernement a également réussi à faire voter la réforme des retraites des fonctionnaires dont

les comptes étaient très déséquilibrés. "Ces réformes étaient à l'agenda du Fonds monétaire international mais le gouvernement a pris le risque électoral de les mettre en œuvre, reconnaît Mohamed Tozy, directeur de l'École de gouvernance et d'économie de Rabat, car même s'il l'avait bien caché aux électeurs, le PJD, comme les islamistes turcs et les frères musulmans en Égypte, sont libéraux sur le plan économique."

Suspendue aux résultats des élections

Dans certains domaines très symboliques pour les islamistes, le gouvernement a au contraire essuyé de cuisants revers. Les modifications apportées aux cahiers des charges des chaînes publiques renforçant l'arabe, instituant la diffusion des appels à la prière... ont été largement amendées face à l'opposition féroce de la direction de la deuxième chaîne. La réforme du code pénal, encore au Parlement, est, elle, suspendue aux résultats des élections.

Pis, la réforme de l'éducation nationale est allée en sens inverse de la volonté du PJD. Alors que l'un de ses objectifs culturels est le renforcement de la langue arabe, la réforme a rétabli la possibilité d'opter pour l'enseignement des matières scientifiques en français dès le lycée. "Sur l'éducation, il y a eu des avancées, mais c'est vrai – le chef du gouvernement l'a reconnu – des choses

n'ont pas été faites. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous demandons un autre mandat", explique Soumia Benkhal-doun, ex-ministre déléguée auprès du ministre de l'Enseignement supérieur et membre du Bureau du PJD.

"Au départ, le PJD n'avait pas vraiment compris le système de gouvernance. Il y a au Maroc un pluralisme d'institutions – différents conseils, agences et hautes autorités – et les politiques publiques sont l'objet de négociations entre tous ces acteurs", explique Mohamed Tozy. Ces négociations se sont également poursuivies entre les différents partis de la coalition gouvernementale. Ainsi, depuis 2013, suite à un remaniement, le PJD ne détient plus que douze portefeuilles sur trente-neuf (contre onze sur trente et un dans la première mou-ture).

Aller "honteusement" acheter du vin

Même la mise en place de la couverture médicale de base universelle est plutôt à mettre au crédit du Parti du progrès et du socialisme (PPS) dont est membre le ministre de la Santé, Houcine El Ouardi. "L'extension de la couverture médicale aux ascendants, par contre,

est une touche 'islamique', de même que la création d'une nouvelle catégorie sociale, les veuves (à distinguer des femmes divorcées et des filles mères, NdlR), qui bénéficient à présent d'un petit pécule de l'Etat. Le gouvernement a également doublé la bourse des étudiants. On peut y voir des actions purement électoralistes, mais

c'est plutôt le prolongement de l'idée de redistribution par la bienfaisance", explique Mohamed Tozy. Une expression des principes moraux islamistes à la marge des grandes politiques.

En fait, selon le chercheur, l'empreinte du PJD s'est surtout fait sentir ces cinq dernières années, dans "l'air du

temps". "On pouvait porter fièrement le voile dans l'administration et on allait plus honteusement que d'ordinaire acheter du vin", analyse-t-il. "C'est la première fois que j'ai vu au Maroc des affiches interdisant aux femmes de porter des bikinis ou entendu un chef de gouvernement affirmer que celui qui tue sa femme adultère peut bénéficier de circonstances atténuantes", souligne le député Mehdi Bensaïd. Un point intégré à la réforme du code pénal, en suspens au Parlement.

"C'est la première fois que j'ai vu au Maroc des affiches interdisant aux femmes de porter des bikinis."

MEHDI BENSAÏD
Député du Pam.